

Centre de Recherche pour le
Développement International
(CRDI)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Sur le thème
de la Communication Participative
comme Stratégie de Développement

Marie-Bernadette Kabré

Consultante

Ottawa, Octobre 1994

ARCHIV
0612.0014 (59)
H 31

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Objectifs
- 1.2 Zones d'investigation
- 1.3 Secteurs d'intervention
- 1.4 Groupes cibles
- 1.5 Méthodologie utilisée

II SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

- 2.1 Constat général
- 2.2 Description des approches communautaires et traditionnelles
 - 2.2.1 Définition*
 - 2.2.2 Les canaux de communication*
 - 2.2.3 Les intervenants*
 - 2.2.4 Les avantages*
 - 2.2.5 Les limites*
- 2.3 Description des approches dites modernes
 - 2.3.1 Définition*
 - 2.3.2 Les canaux de communication*
 - 2.3.3 Les intervenants*
 - 2.3.4 Les avantages*
 - 2.3.5 Les limites*

2.4 Description des approches mixtes

2.4.1 Définition

2.4.2 Les canaux de communication

2.4.3 Les intervenants

2.4.4 Les avantages

2.4.5 Les limites

2.5 Conclusion partielle

III THÈMES DE RECHERCHES POSSIBLES

3.1 Liste des principaux thèmes

3.2 Capacité institutionnelle

IV CONCLUSION

V RÉFÉRENCE

VI ANNEXE

6.1 Liste des ONG interviewées et retenues

INTRODUCTION

Ce n'est certainement pas le hasard, qui a conduit le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à vouloir s'investir dans un programme de recherche en communication pour le développement.

Certes les raisons majeures identifiées résultent d'une part, des analyses de situation et d'autre part, des évaluations entreprises par les pays dans la mise en oeuvre de leur programme de développement.

Ces raisons peuvent se résumer en trois points:

- 1) La quasi totalité des programmes de développement excluent ou négligent la composante communication ciblée sur le développement.
- 2) Les quelques rares programmes de communication qui existent utilisent une approche verticale qui ne permet pas une interrelation entre les concepteurs de ces programmes et les bénéficiaires directs.
- 3) Les canaux de communications et leurs supports ne sont pas toujours en conformité avec les besoins et les réalités du milieu.

Ces quelques raisons justifient bien le choix du CRDI de collaborer étroitement avec les ONG et, autres organisations locales dans une dynamique de partenariat incluant les communautés en tant qu'actrices et bénéficiaires.

En outre, dès le départ, le nouveau programme de recherche en communication pour le développement du CRDI a adopté une démarche participative. Ainsi la première étape a été la réalisation d'une mission de consultation auprès des ONG de neuf pays africains par trois consultantes. Elles ont été choisies, soit à cause de leur expertise sur les questions relatives aux ONG, soit sur la problématique de la recherche - action incluant la communication, soit enfin sur la vision d'ensemble des questions relatives au développement.

C'est donc la synthèse des trois rapports que nous tenterons de dégager dans les pages suivantes.

I GÉNÉRALITÉS

1.1 Objectifs

Les missions de consultations avaient pour objectifs de:

- 1) Identifier des ONG et d'autres organisations locales qui utilisent la communication participative;
- 2) Identifier les thèmes pouvant faire l'objet de recherche en la matière;
- 3) Relever des propositions de thèmes pour le colloque des ONG à Ouagadougou.

1.2 Zones d'Investigation:

Neuf pays de l'Afrique de l'ouest et du centre ont été concernés. Il s'agit de la République du Bénin; du Burkina Faso; de la Côte d'Ivoire; du Cameroun, du Ghana; de la Guinée-Conakry; du Mali; du Nigeria et du Sénégal. Au total quatre vingt trois (83) ONG ont été visitées et interviewées. De ce groupe 46 ont été recommandées et invitées à participer à la rencontre de Ouagadougou.

1.3 Secteurs d'intervention des ONG:

Les ONG interviennent dans plusieurs secteurs dont les principaux sont les suivants: santé, femme et développement, éducation/environnement, agriculture, droits de l'enfant, communication etc.

1.4 Groupes cibles:

La majorité des ONG ont en priorité retenu les femmes, les enfants et les jeunes comme groupes cibles, qu'ils soient des milieux rural ou urbain.

1.5 Méthodologie utilisée:

Compte tenu de la nature du sujet de la consultation et du temps relativement court imparti aux consultantes, il a été décidé d'utiliser l'interview comme méthode de travail. C'est ainsi qu'une grille commune a été élaborée au préalable par les consultantes avec le concours du CRDI à Dakar, lors de la réunion préparatoire, en juillet 94, coordonnée par Monsieur Guy Bessette, Administrateur principal de Programme, Division de l'information au CRDI, assisté de Monsieur Alioune Camara, Administrateur de programme du bureau du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, à Dakar.

II SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

2.1 Constat général

Plus de 85% des ONG interviewées ne disposent pas d'une composante autonome et structurée de communication participative pour le développement. Par contre les activités d'information, de sensibilisation, d'animation et de mobilisation sociale abondent dans tous les projets.

Un tel constat dénote des problèmes, que vivent les ONG et que nous ne saurions passer sous silence. On pourrait citer à titre indicatif deux::

- 1) Le statut précaire des ONG sur les plans économique, socio-politique et même juridique;
- 2) l'insuffisance de ressources humaines pour la planification, la supervision et l'évaluation des programmes de communication participative.

2.2 Description succincte de chacune des approches

2.2.1 Description des approches communautaires: les approches communautaires avec des canaux de communication traditionnels consistent à transmettre, et à diffuser les messages d'un groupe à un autre, par le biais de méthodes de communication interpersonnel ou inter-groupes. Les ONG Béninoises par exemple utilisent ces approches.

2.2.2 Les canaux de communication utilisés: il s'agit des contes, légendes, histoires, chansons, danses, proverbes, théâtre etc...

2.2.3 Les intervenants: habituellement les messages sont conçus et diffusés par les personnes ressources du milieu, que sont les crieurs publics, les leaders locaux, les musiciens traditionnels et, tous ceux qui ont une expertise dans ce domaine. Toutes ces ressources humaines peuvent se regrouper dans ce que nous appelons les détenteurs des savoirs locaux.

2.2.4 Les avantages: elles sont peu coûteuses, nécessitent peu de matériel à manipuler. Les supports utilisés sont: la voix, les lieux publics de grands rassemblements comme le marché, les mosquées, les églises, les lieux de funérailles etc. Ces approches conviennent mieux aux groupes restreints et permettent de maximiser l'impact grâce à la communication interpersonnelle, à la connaissance du vécu des personnes concernées et à la confiance qui existe entre les savoirs locaux et les bénéficiaires.

2.2.5 Les limites: on peut noter la faible portée des canaux traditionnels de communication, les insuffisances qualitatives enregistrées dans la transmission des messages, la difficulté d'appropriation d'une méthodologie fiable basée sur l'oralité dans le transfert des connaissances et des compétences. Mais aussi et surtout la non-maîtrise de la composante communication pour le développement.

2.3 Description des approches dites modernes

2.3.1 Définition: elles se définissent par rapport à leur mode de transmission des messages et aux canaux utilisés. L'approche est souvent verticale, c'est-à-dire qu'elle n'émane pas de la base. Les interactions communautés et intervenants extérieurs sont très faibles.

Plus de la moitié des ONG interviewées disposent d'un minimum d'équipements audio-visuels: radio, télévision, vidéo etc...

2.3.2 Les canaux de communication utilisés sont les suivants: La radio, affiches, télévision, livrets illustrés, boîtes à images, diapositives, films, etc...

2.3.3 Les intervenants: Ils sont pour la plupart des personnes extérieures au milieu: (animateurs, responsables d'ONG, journalistes...) etc.

Le fait que ces communicateurs soient étrangères au milieu, peut expliquer partiellement les frustrations ressenties aussi bien du côté des concepteurs, que des diffuseurs et, des bénéficiaires. Il en résulte des rejets, des conflits et même des échecs dans l'exécution du projet.

2.3.4 Les avantages: aucun doute que ces approches ont un rayon d'action plus grand que les approches communautaires. Son impact en terme quantitatif est plus élevé. en outre elles peuvent fixer et conserver les messages soit par l'image, soit par l'écrit, soit par le son. De tels supports leur confèrent une plus grande crédibilité dans l'espace.

2.3.5 Les limites: elles serésument à l'inaccessibilité des messages par les populations surtout rurales à cause de la chèreté des canaux utilisés, mais aussi à cause de l'inédéquation au plan du calendrier d'activités des populations (surtout des femmes) et du temps d'écoute des émissions, de la langue utilisée (quant on sait que la majorité des populations rurales sont analphabètes), et de la non disponibilité de certaines infrastructures pouvant abriter et assurer la maintenance de ce matériel audio et audio-visuel.

2.4 Description des approches mixtes

2.4.1 Définition: Les approches mixtes découlent d'une combinaison des deux premières catégories d'approches. Elles allient les approches interpersonnelles à celles des grands groupes, et font appel au multimédia.

2.4.2 Les canaux de communications utilisés sont variés et multiples on peut retenir le théâtre, les proverbes, les chansons, la radio, la télévision, les affiches, les boîtes à images, la vidéo etc... Il s'agit là de l'utilisation d'un ensemble de média qu'on pourrait aussi appeler les multimédia.

2.4.3 Les intervenants: A l'heure actuelle, les utilisateurs de ces multimédia sont des professionnels: journalistes, animateurs formés... s'il est vrai que l'approche mixte est la fusion des approches traditionnelles et modernes, il n'est pas du tout sûr que les professionnels des médias modernes collaborent étroitement avec les non-professionnels, que sont les détenteurs des savoirs locaux. Cette contrainte réelle est vécue par bon nombre d'ONG oeuvrant à la base. Ce qui explique toute la difficulté d'une part, de connaître et de maîtriser les mécanismes de transfert des compétences des détenteurs des savoirs locaux et d'autre part, d'évaluer correctement les besoins en formation de ces derniers. Ces situations sont bien décrites dans les trois rapports de consultation.

2.4.4 Les avantages: il est souhaitable que les ONG poursuivent la réflexion dans ce domaine, car ces approches nous semblent appropriées pour l'Afrique, en ce sens qu'elles permettent d'intégrer les approches communautaires à celles des mass-média. Cette fusion interpelle les détenteurs des savoirs locaux et les communicateurs modernes (journalistes, animateurs) à oeuvrer dans une dynamique de développement où les uns et les autres se complètent et s'enrichissent mutuellement. De surcroît on pourrait dans cette perspective noter une synergie entre les projets d'une part et entre les concepteurs et les bénéficiaires des programmes d'autre part.

2.4.5 Les limites: Elles peuvent se situer à deux niveaux: logistique et technique. S'agissant de la logistique, il est important de choisir des équipements performants, simples à manipuler et peu coûteux, relative à la formation, il est incontournable. Cependant, l'identification des besoins de formation des détenteurs des savoirs locaux nécessite une meilleure connaissance de leur profil et de leurs lacunes. Mais d'ores et déjà la nécessité de former les ressources locales au processus de la recherche-action en communication pour le développement s'impose.

2.5 Conclusion partielle

Il ressort de la synthèse des approches, que les ONG pratiquent des approches, qui leur permettent de résoudre les problèmes ponctuels liés à la sensibilisation, information et animation. Par contre, la dynamique de la communication participative est mal cernée. Elle est même absente, lorsqu'on cherche à obtenir des outils de gestion et de mesure d'impact sur les communautés.

Dans les différents pays comme le Mali (ONG Groupe Pivot/Éducation de Base), le Sénégal (Enda Graf Sahel), au Nigéria (Community Life project) et, au Cameroun (Réseau d'appui au Développement Féminin) pour ne citer que ceux-là, des tentatives heureuses de communication participative existent. Malheureusement aucun pays, n'a pu mener une analyse rigoureuse sur la question, à fortiori de concevoir des outils méthodologiques et un cadre conceptuel d'analyse des données susceptibles d'être adaptés, et diffusés auprès d'autres ONG d'autres pays.

Aussi, il faut noter avec force, que la pratique des approches du type communautaire, moderne et mixte est encore mal focalisée pour déclencher une dynamique de changement durable auprès des communautés.

Il est donc impérieux de prendre en considération tous ces aspects dans l'élaboration d'un programme de recherche en communication pour le développement.

Dans cette perspective, une question se rapportant aux thèmes de recherche possible avait été incluse dans l'interview.

III THÈMES DE RECHERCHE POSSIBLES

3.1 Des propositions de thèmes ont été faites par les responsables des ONG interviewées. Parmi ces derniers les plus importants sont:

1) Thème relatif à la formation:

Il ressort des interviews, qu'une priorité doit être accordée à ce thème, compte-tenu des différents profils des ONG et des niveaux d'atteinte de leurs objectifs. C'est le cas du Bénin où 80% des ONG sont caractérisées par leur jeunesse et expriment un besoin de formation pour mieux cibler leurs interventions en matière de communication pour le développement. C'est aussi le cas du Burkina-Faso et du Mali, où de bonnes expériences se déroulent mais, on note, que des outils méthodologiques et de mesure d'impact sont quasiment absents. Enfin, c'est le cas des ONG Ghanéennes, qui ont connu des évolutions selon l'âge et, qui aujourd'hui disposent d'un capital fort enrichissant dans la gestion des ONG. Cependant le besoin en formation des ressources humaines s'avère nécessaire dans le domaine des transferts de connaissances en vue d'une pérennisation des actions.

en substance, toutes les ONG sont convaincues qu'une communication interactive à double voie s'impose. Ce type de communication a pour objectif non pas d'émettre des messages ou de livrer des contenus aux populations, mais de les associer à l'identification des problèmes, ainsi qu'à la recherche et, à la mise en oeuvre des solutions. C'est dans cette démarche méthodologique, que l'ensemble des communicateurs (locaux et modernes) a besoin pour dépasser d'une part, les pratiques anciennes fondées sur la transmission et sur la persuasion et d'autre part, pour développer des outils et des approches participatives appropriées à leur contexte d'intervention.

2) Thème relatif aux conditions de réussite des interventions en communication pour le développement

Les ONG ont déploré le fait qu'elles soient sous-informées. Le système d'information entre ONG d'une même région, ou d'un même pays n'est pas décentralisé, à fortiori entre différents pays.

Ceci est lié à la mauvaise gestion des ressources et au saupoudrage des interventions, qui ne permettent pas d'obtenir un impact suffisant et durable des projets.

En outre, il faut ajouter l'insuffisance de planification, de coordination et de supervision sur la terrain qui engendre des frustrations, des rejets de la part des communautés concernées.

Finalement les quelques expériences réussies ne constituent pas une mémoire écrite et vivante des projets par manque de ressources financières pour leur production et diffusion.

Cependant, dans le cadre précis du nouveau programme de recherche, on pourrait inventorier les expériences réussies dans les pays de la région, afin de procéder à une analyse approfondie des aspects positifs et des insuffisances. Les acquis permettront une diffusion large des expériences positives.

3) Thème relatif aux Canaux de communication traditionnels et aux savoirs locaux

Dans les trois rapports de consultation, nous avons relevé que les interventions des ONG en matière de communication ne tiennent pas suffisamment compte des canaux de communication traditionnels et des stratégies utilisées dans les différents milieux. Pourtant la tendance actuelle est d'associer les deux types, c'est-à-dire les canaux et les stratégies de communication traditionnels à ceux modernes.

À notre humble avis, la difficulté réside dans le fait que les canaux de communication traditionnels sont maîtrisables difficilement par des techniciens extérieurs au milieu.

Alors la question qu'on est en droit de poser est celle-ci: Comment connaître et utiliser les canaux et les stratégies de communication traditionnels afin de viser un meilleur impact pour un moindre coût?

4) Thème relatif aux supports de la communication à l'éducation de base

La situation de l'éducation dans la majorité des pays africains est assez préoccupante parce que les africains ont mis du temps à croire, que l'éducation ne peut pas et en doit pas être transplantée. Elle doit croître de ses propres racines. Malheureusement les moyens traditionnels ne suffisent pas pour obtenir un maximum d'impact pour un minimum de coût. Cette situation est bien sûr accentuée par l'explosion démographique, les contraintes d'ajustement structurel et la crise économique.

En conséquence, il est urgent d'explorer d'autres avenues reposant sur la communication et, sur les média susceptibles d'être pris en charge par les communautés, dans le processus d'éducation de base de types formel et non formel.

5) Thème relatif à la participation active des femmes et des jeunes aux programmes de développement

Plus de 95% des ONG ont comme groupes cibles les femmes et les jeunes. Cela est une évidence, quand on sait que ce sont ces groupes qui sont marginalisés dans la société africaine. Cependant, tous les acteurs au développement sont convaincus que les femmes et les jeunes doivent participer davantage à la communication pour le développement en tant que communicatrices, mais aussi en tant qu'agents de leur propre développement.

Ainsi, dans chacune des thématiques exposées ci-haut, celle de la participation des femmes et des jeunes est présente et demeure une priorité en soi.

La liste des thèmes n'est pas exhaustive, mais nous avons essayé de les regrouper dans l'espoir qu'ils seront traités de façon approfondie au cours des travaux du prochain colloque de Ouagadougou prévu pour novembre 1994.

3.2 Les capacités institutionnelles à gérer un programme de recherche

Dans tout les pays, où les consultantes sont passées, elles ont pu identifier certaines ONG qui disposent des capacités tant humaines que matérielles pour mener des recherches, mais une fois encore, il s'avère important d'évaluer correctement tous les atouts et les contraintes inhérentes à chaque institution avant un quelconque engagement. Il nous semble d'ailleurs, que les informations recueillies au cours des missions demeurent insuffisantes et, parfois superficielles. Beaucoup d'autres interrogations demeurent, par exemple, le CRDI va-t'il s'investir dans une collaboration sous-régionale ou nationale? Va-t'il s'engager auprès des institutions internationales, nationales ou non-gouvernementales? Toutes ces questions méritent des réponses claires et précises dont, nous ne sommes pas en mesure de fournir actuellement.

IV CONCLUSION

À la lumière de la synthèse faite sur les trois rapports, il apparaît que les ONG dans la région subsaharienne connaissent à quelques nuances près les mêmes problèmes, à savoir:

- La survie de l'ONG à cause de la situation socio-économique particulièrement difficile en Afrique,
- La conception et la mise en oeuvre de véritables programmes de communication pour le développement en nombre suffisant et en qualité.

À ces problèmes il faut ajouter, le manque de mécanisme efficaces de décentralisation de l'information entre ONG et inter pays.

Il faut admettre aussi qu'en dépit des contraintes, les ONG sont parfaitement ouvertes à la concertation, à la réflexion en vue de mettre en place un programme de recherche action en communication participative.

On note cette conviction de la part des ONG, de vouloir ajuster voire même réorienter leurs méthodes d'approches. Ceci étant certains préalables s'imposent.

Nous pensons que ces préalables sont déjà exprimés dans les chapitres relatifs aux approches et aux thèmes de recherches possibles.

Nous espérons que la tenue du colloque à la Ouagadougou, au Burkina-Faso, sur le même thème, servira de cadre propice à une réflexion approfondie. N'est-ce pas la meilleure occasion pour dégager un consensus sur les priorités d'actions à mener à court et moyen terme?

Nous ne saurions terminer le rapport de synthèse sans remercier tout ceux et celles qui ont contribué de plusieurs manières à son aboutissement.

V RÉFÉRENCES

Rapport de consultation présenté par Mme Codou Bop et réalisé au Burkina-Faso, Mali et Niger en juillet 94, 55 pages en langue française, CRDI.

Rapport de consultation présenté par Mme Evelyn Oniekwere et réalisé au Cameroun, Ghana et Nigéria en juillet 94, 51 pages en langue anglaise, CRDI.

Rapport de consultation présenté par Mme Marie-Bernadette Kabré, et réalisé au Bénin, Côte d'Ivoire et Guinée Conakry en juillet-août 94, 107 pages en langue française, CRDI.

Document de travail: communautés, information, média, éducation, élaboré par Guy Bessette, juin 94, 13 pages en français et en anglais, CRDI.

VI ANNEXE

6.1 Liste des ONG interviewées

	Nom de l'ONG	Âge	Pays	Invité au colloque
1	Association Vive le Paysan (AVLP)	5 ans	Burkina-Faso	+
2	Centre d'Études et d'Expériences Économiques et sociales en Afrique de l'Ouest (CESAO)	34 ans	Burkina-Faso	+
3	Institut Panafricain de Développement (IPD)		Burkina-Faso	+
4	Fédération de l'Union des Groupements NAAM	29 ans	Burkina-Faso	+
5	Association des Volontaires du Développement (AVD)	12 ans	Burkina-Faso	+

6	Groupe Pivot/Éducation de base	3 ans	Mali	+
7	Association Malienne de Recherche - Action pour le Développement		Mali	+
8	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE)	5 ans	Mali	+
9	Rodale Internationale		Sénégal	+
10	Institut Africain de Gestion Urbaine		Sénégal	+
11	Enda- Graf Sahel		Sénégal	+
12	Fédération des ONG du Sénégal (FONGS)		Sénégal	+
13	Association Pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur (ASAFE)	7 ans	Cameroun	+
14	Réseau d'Appui au Développement Féminin (RADEF)	2 ans	Cameroun	+
14	Association Internationale pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines (APICA)	14 ans	Cameroun	+
16	INADES-Formation	17 ans	Cameroun	+
17	Friends of the Earth (FOE-Ghana)	8 ans	Ghana	+
18	Ghana Federation of Business and Professional Women		Ghana	+
19	May Day Rural Project	13 ans	Ghana	+
20	Ghana Institute of Linguistics Litteracy and Bible Translation (GILLET)		Ghana	+
21	Christian Mother's Association	49 ans	Ghana	+

22	Abokobi Women's Development Association	18 ans	Ghana	+
23	Community Life Project	14 ans	Nigéria	+
24	Nigeria Integrated Rural Accelerated Development Organization (NIRADO)	18 ans	Nigéria	+
25	Nigeria Agency For Voluntary Development Organisations (NAVDO)		Nigéria	+
26	Development Education Center (DEC)	17 ans	Nigéria	+
27	Survie de la Mère et de l'Enfant	4 ans	Bénin	+
28	Association Parmi les Femmes pour la Promotion des Femmes (AFPF)	6 ans	Bénin	+
29	Association pour la Promotion de la Femme en Milieu Rural (APEFM)	1 an	Bénin	+
30	Centre d'Information, de Recherche et d'Action pour la Promotion des Initiatives Paysannes (CIRAPIP)	10 ans	Bénin	+
31	Association pour la Sauvegarde de l'Environnement et le Développement (ASED)	5 ans	Bénin	+
32	Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)	7 ans	Côte d'Ivoire	+
33	Association pour la Femme Africaine Contre le Sida	3 ans	Côte d'Ivoire	+
34	Association Guinéenne de l'Enseignement et de l'Éducation pour le Développement (AGEED)	5 ans	Guinée	+

35	Association Guinéenne l'Enfant pour l'Enfant (AG/EPE)	2 ans	Guinée	+
36	Coordination des ONG Féminines en Guinée (COFG)	2 ans	Guinée	+